

# CONVENTION DE STAGE

BTS Support à l'Action Managériale - Assistant de Manager – Commerce International  
 – Communication – Management des Unités Commerciales – Gestion de la PME – Services et Prestations des Secteurs Sanitaire et Social - VIA STS

ENTRE

<p><u>1/ L'établissement d'enseignement :</u></p> <p>Nom de l'établissement : <b>Lycée Carcado-Saisseval</b>          Adresse : 121 Boulevard Raspail CS 10622 75006 PARIS          Tel : 00-331-45-48-43-46          Fax : 00-331-45-44-31-91          Mail : <a href="mailto:cyrille.niol@carcado-saisseval.com">cyrille.niol@carcado-saisseval.com</a></p> <p>Représenté par : (nom du signataire de la convention) :  <b>Cyrille NIOL</b></p> <p><u>Qualité du représentant :</u> Chef d'Etablissement</p>	<p><u>3/ Le stagiaire :</u></p> <p><b>%NOMSTAGIAIRE %PRENOMSTAGIAIRE</b>          Nationalité : .....          Sexe : F <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> Né(e) le : <b>%NAISSTAGIAIRE</b></p> <p>Adresse : <b>%ADR1STAGIAIRE %ADR2STAGIAIRE</b>  <b>%CPSTAGIAIRE %VILLESTAGIAIRE</b>  <b>Tél : %TELSTAGIAIRE</b>  <b>Mail : %MAILSTAGIAIRE</b>  <b>Classe : 1<sup>ère</sup> année <input type="checkbox"/> 2<sup>ème</sup> année : <input type="checkbox"/></b></p> <p><u>DATES DU STAGE :</u></p> <p><b>Du au 201 ( semaines)</b>          Semaine ou Mois (Rayer la Mention utile) <sup>1</sup>          Soit en jours : .....</p> <p><small>(1) Article L612-9 du code de l'éducation : « La durée du ou des stages effectués par un même stagiaire dans une même entreprise ne peut excéder six mois par année d'enseignement »</small></p>
<p><u>2/ L'organisme d'accueil :</u></p> <p><b>%ENT_LIBELLE</b>  <b>%ENT_ADRESSE1</b>  <b>%ENT_ADRESSE2</b>  <b>%ENT_CP %ENT_VILLE</b>  <b>☎ : %ENT_TELB</b>  <b>Fax : %ENT_FAX</b>  <b>Mail : %ENT_MAIL</b></p> <p>Représenté par (nom du signataire de la convention) :  <b>%CIVDIR %NOM_DIR</b>  <b>%PRENOM_DIR</b>          Qualité du représentant : <b>%FONC_DIR</b></p> <p>Nom du service dans lequel le stage sera effectué : .....</p> <p>Lieu du stage : (si différent de l'adresse de l'entreprise) .....</p>	<p><u>Encadrement du stagiaire par l'établissement d'enseignement :</u></p> <p>Nom et Prénom de l'enseignant référent :</p> <p>Fonction ou discipline :</p> <p>Tél :          Mail :</p> <p>L'entreprise pourra également joindre Madame ELLENA Adjointe de l'Enseignement Supérieur.</p> <p>Mail : <a href="mailto:maguy.ellena@carcado-saisseval.com">maguy.ellena@carcado-saisseval.com</a></p>
<p><u>Encadrement du stagiaire par l'organisme d'accueil :</u></p> <p><b>%CIVLINTER %NOMINTER</b>  <b>%PRENOMINTER</b>  <b>%FONCINTER</b>  <b>☎ : %TELINTER</b>          Mail : <b>%MAILINTER</b></p>	<p><u>Caisse primaire d'assurances maladie à contacter en cas d'accident (lieu de domicile de l'étudiant sauf exception) :</u></p> <p><b>CPAM :</b>  <b>Adresse</b> .....</p> <p><b>Tél :</b> .....</p>

## **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention règle les rapports de l'organisme d'accueil (entreprise, organisme public, association...) avec l'établissement d'enseignement supérieur et le stagiaire.

## **Article 2 : Objectif du stage**

Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant (e) acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil.

Le programme est établi par l'établissement d'enseignement et l'organisme d'accueil en fonction du programme général de la formation dispensée.

Le stagiaire se verra confier des activités et des compétences à acquérir ou à développer. (CF Annexe pédagogique/Annexe 4)

## **Article 3 : Modalité du stage**

La durée hebdomadaire de présence du (de la) stagiaire dans l'entreprise sera de .....heures sur la base d'un temps complet/temps partiel rayé. (*Rayer la mention inutile*) Si le (la) stagiaire doit être présent(e) dans l'organisme d'accueil la nuit, le dimanche ou un jour férié, précisez les cas particuliers :  
.....

## **Article 4 : Accueil et encadrement du stagiaire**

Le stagiaire est suivi par l'enseignant référent désigné dans la présente convention ainsi que par le service de l'établissement en charge des stages. Le tuteur de stage désigné par l'organisme d'accueil dans la présente convention est chargé d'assurer le suivi du stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage conformément aux stipulations pédagogiques définies.

Le stagiaire est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme ou pour participer à des réunions ; les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement.

L'organisme d'accueil peut autoriser le stagiaire à se déplacer.

Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant-référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

Modalités d'encadrement : (visites, rendez-vous téléphoniques, etc) En début de stage, l'enseignant-référent prendra contact avec le tuteur de l'organisme d'accueil pour établir un planning de visites de stage et/ou de rendez-vous téléphoniques.  
.....

## **Article 5 : Gratification – Avantages**

En France, lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre mer française et pour les stages

relevant de l'article L4381-1 du code de la santé publique.

Le montant horaire de la gratification est fixé à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L241-3 du code la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux.

La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.

La gratification est due sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement et le transport.

L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois.

En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisé en fonction de la durée du stage effectué.

La durée donnant droit à la gratification s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels, ainsi que du nombre de jours de présence effective du/de la stagiaire dans l'organisme.

### **Le montant de la gratification est fixé à :**

.....€  
Par heure/jour/mois (*rayer les mentions inutiles*)

### **Article 5 Bis -Accès aux droits des salariés – Avantages**

(Organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnées aux articles L1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.

La stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres restaurants prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.

Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2323-83 du code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

### **AUTRES AVANTAGES ACCORDES :**

.....  
.....

### **Article 5 Ter- Accès aux droits des agents – Avantages**

(Organisme de droit public en France sauf cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Les trajets effectués par le stagiaire d'un organisme de droit public entre leur domicile et leur lieu de stage sont pris en charge dans les conditions fixées par le décret n°2110-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail. Le stagiaire accueilli dans un organisme de droit public et qui effectue une mission dans ce cadre bénéficie de la prise en charge de ses frais et déplacements temporaires selon la réglementation en vigueur.

Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

## AUTRES AVANTAGES ACCORDES :

### **Article 6 : Régime de Protection sociale**

Pendant la durée du stage, l'étudiant(e) reste affilié(e) à son régime de sécurité sociale antérieur.

Les stages effectués à l'étranger sont signalés préalablement au départ du stagiaire à la Sécurité Sociale lorsque celle-ci le demande.

Pour les stages à l'étranger, les dispositions suivantes sont applicables sous réserve de conformité avec la législation du pays d'accueil et de celle régissant le type d'organisme d'accueil.

### **6.1 Gratification inférieure ou égale au produit de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale :**

#### **La gratification de stage n'est pas soumise à cotisation sociale.**

Le stagiaire bénéficie de la législation sur les accidents de travail au titre de l'article L 412-8-2° du code de la Sécurité Sociale, régime étudiant.

En cas d'accident survenant au stagiaire, soit au cours d'activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage et pour les étudiants en médecine, en chirurgie dentaire ou en pharmacie qui n'ont pas un statut hospitalier pendant le stage effectué dans les conditions prévues au b du 2° de l'article L418-2, l'organisme d'accueil envoie la déclaration à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou la caisse compétente (voir adresse en page 1) en mentionnant l'établissement d'enseignement comme employeur, avec copie à l'établissement d'enseignement.

### **6.2 Gratification supérieure à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale :**

Les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15 % du plafond horaire de la Sécurité Sociale. L'étudiant(e) bénéficie de la couverture légale en application des dispositions des articles L 411-1 et suivants du code de la Sécurité Sociale. En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

### **6.3 Protection Maladie du/de la stagiaire à l'étranger :**

#### **1) Protection issue du régime étudiant(e) français :**

- Pour les stages au sein de l'Espace Economique Européen (EEE) effectués par des ressortissants d'un Etat de l'Union Européenne, ou de la Norvège, de l'Islande, du Liechtenstein ou de la Suisse, ou encore de tout autre Etat (dans ce dernier cas, cette disposition n'est pas applicable pour un stage au Danemark, Norvège, Islande, Liechtenstein ou Suisse), l'étudiant doit demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM).

- Pour les stages effectués au Québec par les étudiant(e)s de nationalité française, l'étudiant doit demander le formulaire

SE401Q (104 pour les stages en entreprise, 106 pour les stages en université) ;

- Dans tous les autres cas les étudiant(e)s qui engagent des frais de santé peuvent être remboursé(e)s auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de Caisse de Sécurité Sociale étudiante, au retour, et sur présentation des justificatifs : le remboursement s'effectue alors sur la base des tarifs de soins français. Des écarts importants peuvent exister entre les frais engagés et les tarifs français base de remboursement. Il est donc fortement conseillé aux étudiants de souscrire une assurance maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc...) ou, éventuellement et après vérification de l'étendue des garanties proposées, auprès de l'organisme d'accueil si celui-ci fournit au stagiaire une couverture Maladie en vertu du droit local (voir 2° ci-dessous).

#### **2) Protection issue de l'organisme d'accueil :**

En cochant la case appropriée, l'organisme d'accueil indique ci-après s'il fournit une protection Maladie au stagiaire, en vertu du droit local :

**OUI** Cette protection s'ajoute au maintien, à l'étranger, des droits issus du droit français

**NON** la protection découle alors exclusivement du maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français étudiant  
Si aucune case n'est cochée, le 6-3 1 s'applique.

### **6.4 Protection Accident du Travail du stagiaire à l'étranger :**

#### **1) Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le présent stage doit :**

- Etre d'une durée au plus égale à 6 mois, prolongations incluses,
- Ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays d'accueil ; une indemnité ou gratification est admise dans la limite de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale (cf point 5) et sous réserve de l'accord de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie sur la demande de maintien de droit ;
- Se dérouler exclusivement dans l'organisme signataire de la présente convention ;
- Se dérouler exclusivement dans le pays d'accueil étranger cité.

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

#### **2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'établissement d'enseignement qui doit en être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.**

#### **3) La couverture concerne les accidents survenus :**

- Dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures de stage,
- Sur le trajet aller retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage,
- Dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil du stagiaire et obligatoirement par ordre de mission,
- Lors du premier trajet pour se rendre depuis son domicile sur le lieu de sa résidence durant le stage (déplacement à la date du début du stage),
- Lors du dernier trajet de retour depuis sa résidence durant le stage jusqu'à son domicile personnel.

4) Pour le cas où l'une seule des conditions prévues au point 6.4 1/ n'est pas remplie, l'organisme d'accueil s'engage à couvrir le ou la stagiaire contre le risque d'accident de travail, de trajet et les maladies professionnelles et à en assurer toutes les déclarations nécessaires. (CF annexe 6)

#### 5) Dans tous les cas :

-Si l'étudiant(e) est victime d'un accident du travail durant le stage, l'organisme d'accueil doit impérativement signaler immédiatement cet accident à l'établissement d'enseignement ;  
-Si l'étudiant(e) remplit des missions limitées en-dehors de l'organisme d'accueil ou en-dehors du pays du stage, l'organisme d'accueil doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour lui fournir les assurances appropriées.

#### Article 7 : Responsabilité civile et assurances

L'organisme d'accueil et le stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile. (cf Annexe 5)

Pour les stages à l'étranger ou Outre-mer, le stagiaire s'engage à souscrire un contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance juridique...) et un contrat d'assurance individuel accident.

Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du stagiaire il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant.

Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitte de la prime y afférente.

L'établissement scolaire déclare être titulaire d'une police d'assurance de « Responsabilité civile » n° 2080759060187 souscrite tant en son nom que pour le compte et dans l'intérêt de chaque stagiaire-étudiant auprès de :

**MUTUELLE SAINT-CHRISTOPHE – 277 rue Saint-Jacques  
75256 PARIS CEDEX 05**

#### Article 8 : Discipline

Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires, et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'organisme d'accueil. Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'enseignement. Dans ce cas, l'organisme d'accueil informe l'enseignant référent et l'établissement des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.

En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 9 de la présente convention.

#### Article 9 : Congés et Interruption du stage

En France, (sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'Outre-mer françaises ou dans les organismes de droit public), en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations

d'absence d'une durée équivalente à celles prévues pour les salariés article L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-37, L.1225-46 du code du travail.

Pour les stages dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de la durée maximale de 6 mois, des congés ou autorisations d'absence sont possibles

NOMBRE DE JOURS DE CONGES AUTORISES /ou modalités des congés et autorisations d'absence durant le stage :

.....  
Pour toute autre interruption temporaire du stage (maladie, absence injustifiée...) l'organisme signalée aux autres parties de la convention et à l'enseignant référent. Une modalité de validation est mise en place le cas échéant par l'établissement. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage.

Un avenant à la convention pourra être établi en cas de prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du stagiaire, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (6mois) et du référentiel de formation.

En cas de volonté d'une des trois parties (organisme d'accueil, stagiaire, établissement d'enseignement) d'arrêter le stage, celle-ci doit immédiatement en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons invoquées seront examinées en étroite concertation. La décision définitive d'arrêt du stage ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

Sous aucun prétexte, le stagiaire ne devra interrompre ou abandonner le stage sans y avoir été autorisé par l'établissement de formation.

#### Article 10 : Devoir de réserve et confidentialité

Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte tenu de ses spécificités. Le stagiaire prend donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par eux pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage. Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. Le stagiaire s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier. Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments confidentiels. Les personnes amenées à en connaître sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

#### Article 11 : Propriété intellectuelle

Conformément au code de la propriété intellectuelle dans les cas où les activités du stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), si l'organisme d'accueil souhaite l'utiliser et que le stagiaire en est d'accord, un contrat devra être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil. Le contrat devra alors

notamment précisé l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la rémunération due au stagiaire au titre de la cession.

Cette clause s'applique quel que soit le statut de l'Organisme d'accueil.

**Article 12 : Fin de stage – Rapport et Evaluation**

1/ Attestation de stage : (cf Annexe 1)

A l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation dont le modèle figure en annexe, mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue. Le stagiaire devra produire cette attestation à l'appui de sa demande éventuelle d'ouverture de droits au régime général d'assurance vieillesse prévu à l'article L351-17 du code de la sécurité sociale.

2/ Qualité du stage : A l'issue du stage, les parties à la présente convention sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage.

Le stagiaire transmet au service compétent de l'établissement d'enseignement un document dans lequel il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme de l'accueil.

Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou

dans l'obtention du diplôme ou de la certification.

3/ Evaluation de l'activité du stagiaire : A l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant référent (ou préciser si fiche annexe ou modalités d'évaluation préalablement définis en accord avec l'enseignant référent).....

4/ Modalités d'évaluation pédagogiques : Le stagiaire devra (préciser la nature du travail à fournir- rapport, etc – éventuellement en joignant une annexe.....  
NOMBRE D'ECTS :.....

5/ Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre dans l'établissement d'enseignement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement d'enseignement.

**Article 13 : Droit applicable – Tribunaux compétents**

La présente convention est régie exclusivement par le droit français. Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la compétence de la juridiction française compétente.

FAIT A ....., le.....

FAIT A.....le.....

<p><b>Pour l'Etablissement d'Enseignement Supérieur</b> (Nom, signature du représentant et cachet de l'Etablissement)</p> <p><b>Cyrille NIOL</b> Chef d'Etablissement P/O M. ELLENA</p>	<p><b>Pour l'Organisme d'accueil</b> (Nom et signature du représentant et cachet de l'Organisme)</p>
<p><b>Le stagiaire</b> (et son représentant légal le cas échéant si mineur) (Nom et Signature)</p>	<p><b>Le tuteur de stage de l'organisme d'accueil</b> (Nom et Signature)</p>
<p><b>L'enseignant référent du stagiaire</b> (Nom et Signature)</p>	

**Annexe 1 :** Attestation de stage et Certificat

**Annexe 2 :** Fiche de stage à l'étranger (pour informations sécurité sociale voir le site [cleiss.fr](http://cleiss.fr), pour fiche pays voir site [diplomatie/gouv.fr](http://diplomatie/gouv.fr))

Autres annexes :

**Annexe 3 :** charte des stages / **Annexe 4** Annexe pédagogique / **Annexe 5** à fournir par l'étudiant(e) : attestation de responsabilité civile **Annexe 6 :** Attestation relative de l'organisme d'accueil sur la protection contre les accidents du travail et les maladies professionnelles si le point 6.4.1 non rempli (stage étranger)